

PRÉFACE

par Renaud Girard

Le lundi 5 juin 2017, le monde apprenait avec stupéfaction que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Yémen et l'Égypte avaient sans avertissement rompu leurs relations diplomatiques avec le Qatar, accusant cet État gazier de soutenir le « terrorisme » et de déstabiliser la région du golfe Persique.

La stupéfaction était double. D'abord, à entendre l'Arabie saoudite, fief depuis des décennies de l'exportation du wahhabisme dans le monde arabo-musulman, reprocher au Qatar de soutenir l'islamisme violent, on avait un peu l'impression de voir l'hôpital se moquer de la charité. Ensuite, quinze jours auparavant, le roi d'Arabie saoudite avait accueilli à Riyad, avec tous les honneurs dus à son rang, l'émir du Qatar, pour un sommet d'une cinquantaine de pays musulmans autour du nouveau président des États-Unis. Donald Trump avait fustigé le rôle de l'Iran dans son discours : « Du Liban à l'Irak, en passant par le Yémen, l'Iran finance, arme et entraîne des terroristes, des milices et d'autres groupes terroristes, qui répandent la destruction et le chaos à travers la région. » Mais personne n'avait émis, du moins publiquement, la moindre critique envers le Qatar.

Le 23 juin 2017, l'Arabie saoudite et ses alliés publient un ultimatum en treize points, contenant des exigences exorbitantes, comme la rupture des relations diplomatiques entre Doha et Téhéran, la fermeture de la télévision satellitaire Al Jazeera, ou l'arrêt de la construction d'une base militaire turco-qatarie. Il s'agit en réalité d'une tentative d'imposer au Qatar une souveraineté limitée. Elle est rejetée en termes secs par l'émir

Al-Thani. S'ensuit un blocus terrestre de la péninsule du Qatar par l'Arabie saoudite.

Plus d'un an s'est écoulé, où le Qatar n'a pas cédé, réussissant à se trouver des sources alternatives de ravitaillement, en provenance notamment de son vieil allié turc et d'Iran. Le 10 avril 2018, l'émir du Qatar est chaleureusement reçu par le président Trump à la Maison-Blanche. Qui plus est, les États-Unis annoncent qu'ils vont vendre au Qatar des missiles sophistiqués de défense antiaérienne. Le Qatar n'a pas cédé à la pression et cela a marché.

C'est en revanche le quatrième échec de suite de la politique étrangère saoudienne : échec en Syrie face au régime de Bachar al-Assad, échec au Yémen face aux montagnards houthis, échec au Liban après la rétention temporaire du Premier ministre Hariri, échec dans la mise au pas du Qatar.

Les conséquences régionales du coup de force diplomatique saoudien sont sérieuses : c'est la mort du Conseil de coopération du Golfe, organisation de coordination des pétromonarchies du Golfe créée en 1981, au départ pour résister à l'exportation redoutée de la révolution islamique iranienne. Le CCG fonctionnait bien jusqu'à ce 5 juin 2017. Parmi ses membres, le Koweït et Oman désapprouvent la manière dont le Qatar a été soudain ostracisé ; ils ont maintenu d'excellentes relations avec lui.

Géopoliticien spécialiste des stratégies d'influence, le général François Chauvancy était tout indiqué pour traiter ce sujet fascinant : comment trois puissances importantes du Moyen-Orient (l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte) décident de faire plier le genou à un petit émirat mais échouent ensuite totalement dans leur Blitzkrieg diplomatique.

L'intérêt de ce livre, qui s'adresse au public cultivé autant qu'aux spécialistes du Moyen-Orient, est que François Chauvancy rappelle le contexte de toutes les phases de la crise. L'ancien professeur à l'École de guerre éclaire son sujet par des coups de phares à la fois précis, clairs et documentés. Grâce à lui, les événements s'enchaînent selon une trame bien compréhensible.

Cette affaire du Qatar est exemplaire d'une stratégie du faible au fort qui réussit. En ne pliant pas sous la menace, l'émir du

Qatar a peut-être réussi à construire autour de lui une réelle nation – même si les sujets qataris ne sont que 300 000, auxquels s’ajoutent près de deux millions de travailleurs immigrés. L’émir a montré qu’il savait très bien jouer aux échecs. Face à l’offensive, il a su mobiliser très rapidement une tour que l’adversaire n’avait pas prise en compte (la Turquie, qui a proposé l’envoi immédiat d’un contingent militaire), tout en sachant préserver sa dame (les États-Unis d’Amérique), afin de l’activer dans un second mouvement.

La diplomatie qatarie a réussi à obtenir la neutralité bienveillante des grandes puissances membres permanents du Conseil de sécurité. Soucieuse de ne pas s’ingérer dans des querelles de famille alimentées davantage par la jalousie que par la raison, la France a prudemment affirmé qu’elle soutenait entièrement la médiation actuelle du Koweït. Le président Emmanuel Macron a reçu à l’Élysée aussi bien les Saoudiens que les Qataris. La France n’est pas mécontente qu’ait commencé, à la faveur de cette crise, une course à la vertu anti-islamiste au sein des pétromonarchies arabes du golfe Persique.

Le prince héritier d’Arabie saoudite Mohammed Ben Salman (MBS) a lancé un grand programme de réformes dans son pays. Il refuse désormais d’accorder de l’importance aux racines wahhabites du Royaume, et prêche un islam beaucoup plus tolérant et ouvert aux progrès de la science. C’est un mouvement que les Occidentaux ne peuvent que saluer, car il va dans le bon sens, même s’il est encore trop tôt pour faire un bilan du gouvernement de MBS.

Le fait d’avoir survécu à une crise aussi brutale a renforcé considérablement l’image internationale du Qatar. Diplômé de l’Académie militaire britannique de Sandhurst, le jeune émir Tamim Ben Hamad Al Thani a, pour un chef d’État de 38 ans, déjà accumulé beaucoup d’expérience stratégique. Il a compris que le Qatar avait tout intérêt à poursuivre la vocation commencée par son père de *hub* diplomatique et médiatique du Moyen-Orient. Mais il a aussi saisi que le petit émirat n’avait aucun intérêt à se faire embringuer dans des aventures militaires déclenchées par des plus puissants que lui.

Doha est devenu un hub médiatique grâce au succès phénoménal d'Al Jazeera, devenue la chaîne satellitaire d'information de référence dans le monde arabo-musulman. Cette dernière a sans doute pu commettre des erreurs (comme la diffusion, aujourd'hui arrêtée, des prêches du prédicateur « Frère musulman » al-Qaradawi). Mais il est indéniable qu'Al Jazeera reste un espace de liberté et de débat unique dans le golfe Persique. Il est arrivé à l'auteur de ces lignes de se livrer à de virulentes critiques des Frères musulmans sur la chaîne Al Jazeera : elles n'ont jamais été censurées.

Le père de l'émir actuel avait décidé de consacrer une partie de ses moyens financiers considérables à l'établissement d'un hub diplomatique à Doha. Il était conscient qu'on ne peut faire de bonne diplomatie qu'en parlant à tout le monde et que ne servait à rien l'ostracisme de mouvements idéologiquement critiquables mais influents sur le terrain. C'est ainsi que le seul dialogue qui ait jamais existé entre les Américains et les talibans afghans s'est déroulé au Qatar. Est-ce à dire que les Qataris sont proches idéologiquement des talibans ? Bien sûr que non : au Qatar, les filles ont droit à la même éducation que les garçons, et la consommation d'alcool n'est pas interdite aux non-musulmans.

C'est à Doha que fut réglée la dernière grave crise libanaise. Le 7 mai 2008, le quartier sunnite de Hamra à Beyrouth était envahi par des forces du Hezbollah chiite. Des incidents armés éclataient dans la montagne du Chouf entre le « Parti de Dieu » chiite et les druzes fidèles à leur leader Walid Joumblatt (allié à l'époque aux sunnites). Jamais, on avait été aussi proche d'un affrontement chiites-sunnites généralisé au Liban. La diplomatie de l'émir Hamad al-Thani réussit à faire baisser la tension. Et le 21 mai 2008 était signé à Doha un traité conclu par toutes les factions libanaises, qui remplaçait ainsi le dernier arrangement de ce type, l'accord de Taëf (Arabie saoudite) d'octobre 1989. Un tel succès aurait-il pu rendre jaloux les Saoudiens ? Ce n'est pas impossible...

En revanche, la participation du Qatar à des guerres de la région a beaucoup moins réussi à l'émirat. De là vient la prudence

de l'actuel émir. Comme l'a indiqué dans une interview à la BBC l'ancien Premier ministre qatari Bin Jassem, le Qatar s'est laissé entraîner – à la demande discrète des Américains – dans le financement de la rébellion anti-Bachar en Syrie. Ces dizaines de milliards de dollars ont à la fin beaucoup plus renforcé les pires des mouvements djihadistes qu'affaibli le régime baasiste.

À partir de mars 2011, à la demande de la France du président Sarkozy, le Qatar participe aux opérations militaires contre le régime de Kadhafi en Libye. En Cyrénaïque, l'état-major qatari ne fait pas preuve de beaucoup de discernement, soutenant parfois des mouvements furieusement islamistes, et s'attirant l'hostilité des diplomates américains présents sur place, ainsi que celle des Émiratis, qui soutiennent des factions plus modérées en Libye. Qu'a gagné le Qatar en intervenant en Libye? Strictement rien. Il a même perdu en prestige dans la mesure où l'opération occidentale a fini par créer en Libye un chaos indescriptible.

En revanche, c'est à tort que les Saoudiens, les Émiratis et les Égyptiens reprochent au Qatar d'abriter Khaled Mechaal, ex-chef politique du Hamas palestinien, au motif que c'est un Frère musulman. Il est évident qu'on ne trouvera jamais de solution au conflit israélo-palestinien sans intégrer à la solution le Hamas. À long terme la politique du Qatar à l'égard du Hamas peut se révéler très utile pour la cause de la paix au Proche-Orient.

La querelle qatari-saoudienne est l'építome de cet « Orient compliqué » évoqué par le général de Gaulle. Mais en vous plongeant dans le livre de François Chauvancy, vous en sortirez assurément avec des idées simples...

INTRODUCTION

Le 23 mai 2017, l'agence de presse qatarie QNA (Qatar News Agency) publie sur son site internet un communiqué reprenant des extraits d'un prétendu discours que l'émir aurait tenu un peu plus tôt dans la journée, à l'occasion d'une cérémonie de remise de diplômes militaires. Ces propos de Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani sont explosifs. Le jeune émir, monté sur le trône quatre ans auparavant, fait l'éloge de la puissance de l'Iran chiite, multiplie les critiques à peine voilées à l'encontre de l'Administration américaine et présente le Hamas comme le « représentant légitime du peuple palestinien ». Dans le contexte de polarisation régionale entre l'Arabie saoudite et la République islamique, sur fond de rivalité sunnites-chiites, ces « déclarations » font l'effet d'une bombe. À Riyad (Arabie saoudite), à Abou Dhabi (Émirats arabes unis), à Manama (Bahreïn) et au Caire (Égypte), les médias se déchaînent et clouent au pilori « l'aventurisme et la trahison du perfide Qatar ».

Cet épisode, qui est l'acte inaugural de ce qui deviendra la crise du Golfe, illustre la puissance et les conséquences dévastatrices d'une *fake news*. Car cette « information » n'en est pas une ! C'est un faux monté de toutes pièces. Le site de la QNA a été piraté. Des enquêteurs américains établiront au bout de quelques semaines la preuve de l'implication des Émirats arabes unis dans cet acte de sabotage. En attendant, le démenti publié au bout de quelques heures par les autorités qataries n'y fait rien. Les médias des pays voisins du Golfe continuent à diffuser les supposées déclarations de l'émir du Qatar, à les commenter, à s'en indigner. Un seul son de cloche parviendra aux oreilles des citoyens saoudiens et émiratis : dès le lendemain du lancement de la cyberattaque, les accès au site d'*Al Jazeera* et à son

application mobile sont coupés. Des milliers de comptes, qui se révéleront faux, inondent *Twitter* de messages dénonçant la duplicité du Qatar, ses liens coupables avec l'ennemi héréditaire iranien, son soutien aux « groupes terroristes » du Hezbollah et du Hamas. Un nouveau hashtag apparaît pour exiger la rupture des relations diplomatiques avec Doha. Il est utilisé plus d'un million de fois. Les esprits sont chauffés à blanc et les passions s'exacerbent.

La crise atteint son paroxysme dans la matinée du 5 juin, lorsque l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et le Bahreïn décident de rompre leurs relations diplomatiques avec le Qatar et décrètent la fermeture de leurs frontières terrestres et de leurs espaces aériens. On craint alors une invasion terrestre, un mauvais *remake* de l'occupation du Koweït par les armées de Saddam Hussein, en août 1990. Le président Donald Trump, peut-être influencé par ses proches, se laisse aller à des tweets qui donnent du crédit aux accusations lancées à l'encontre de Doha. À Washington, au département d'État et au département de la Défense, c'est la consternation : Rex Tillerson, le secrétaire d'État qui a longtemps dirigé la compagnie pétrolière Exxon, considère le Qatar comme un partenaire indispensable ; James Mattis, le secrétaire à la Défense, rappelle que la base d'Al Udeid, non loin de Doha, abrite plus de 10 000 soldats américains, qu'elle est la plus importante de la Péninsule arabique, et que c'est à partir d'elle que la coalition dirigée par les États-Unis mène la guerre à l'état islamique sur les théâtres irakien et syrien. Comment se passer d'un tel allié ? Après quelques jours de flottement, l'annonce par Ankara de l'activation de l'accord de défense signé entre le Qatar et la Turquie fait retomber la pression. L'escalade militaire n'ira pas plus loin. L'invasion terrestre ne peut plus être une option pour le « Quartet arabe », le risque d'un affrontement direct avec les 1 000 soldats turcs déployés en urgence au Qatar étant bien trop élevé.

Le 23 juin, les pays du Quartet communiquent une liste de treize demandes. Ils exigent notamment, comme préalable à la levée du blocus et à une normalisation avec Doha, la fermeture

de la chaîne Al Jazeera, la rupture des relations entre le Qatar et l'Iran, la fin du soutien au Hamas palestinien et le retrait des soldats turcs. Des demandes qui, si elles étaient satisfaites, équivaldraient à une mise sous tutelle de l'émirat gazier. Au nom de la défense de la souveraineté nationale, l'émir Tamim Ben Hamad Al Thani oppose une fin de non-recevoir catégorique. Loin de provoquer, comme certains l'avaient annoncé, une révolution de palais à Doha, cette décision du Cheikh suscite un réflexe d'unité nationale : les citoyens se rangent derrière leur monarque, dont ils louent la résilience, et, un peu partout, des portraits du jeune émir font leur apparition sur les murs de la capitale. Personne ne veut céder un pouce de terrain. C'est l'impasse. La crise s'installe dans la durée. La première et principale victime de cette situation est le Conseil de coopération du Golfe (CCG), créé en 1981, qui se trouve totalement paralysé, dans un contexte de montée des tensions avec l'Iran et de recomposition des alliances géopolitiques.

Commence alors une guerre d'un nouveau genre : une guerre d'influence, où des cohortes de lobbyistes vont jouer le rôle que tenaient traditionnellement les divisions blindées. Les nouvelles technologies ont permis la transformation des champs de bataille : *fake news* dans les médias et sur Internet, piratage informatique, campagne de désinformation sur les réseaux sociaux, pressions économiques diverses, pressions politico-diplomatiques, etc., les opérations militaires se dissimulent dans le monde virtuel et se dispensent de tout recours aux forces armées. Ce déplacement du terrain des opérations est tout sauf pacifique : comme dans n'importe quelle guerre, il faut rendre coup par coup, sans état d'âme. Les belligérants, chacun leur tour, recrutent lobbyistes, influenceurs et *spin doctors*, à Washington, à Bruxelles et dans les grandes capitales européennes. Au piratage du site de la QNA répondra, en écho, celui de la boîte mail de l'ambassadeur des Émirats arabes unis à Washington, Yousef Al Otaiba.

Cet ouvrage a donc un double objectif. Premièrement, expliquer les soubresauts actuels du Proche-Orient, qui semble

créer une nouvelle ligne de fracture dans le monde arabo-musulman, une ligne qui vient déchirer le monde sunnite, que l'on croyait jusqu'à présent davantage soudé. Pétrole, islamisme radical, terrorisme, problèmes sociétaux et économiques, conflits interétatiques et intra-étatiques, influences étrangères, tous les ingrédients sont réunis pour une explosion. Manque le détonateur, qui pourrait bien être le surarmement de la région.

Le Qatar pourrait-il devenir victime de la politique étrangère de l'Arabie saoudite, soucieuse d'affirmer son leadership face à son rival iranien ? Il est encore trop tôt pour le dire. Même si la tentation hégémonique existe du côté de Riyad, les alliances nouées par Doha sont de nature à écarter le spectre d'une confrontation armée directe. Mais quelles seront les conséquences du blocus du Qatar pour le monde arabo-persique, et celles de son échec annoncé ? Le jeu de l'Arabie saoudite ne risque-t-il pas d'être contre-productif et de bénéficier en définitive à l'Iran, au Qatar et aux Émirats arabes unis ? Autant de questions qui restent ouvertes à l'heure où ces lignes sont écrites, mais qu'il convient de se poser en examinant les tenants et les aboutissants. Car ce qui se joue actuellement dans cette crise du Golfe ne concerne pas seulement le monde arabe : ses effets déstabilisateurs pourraient se ressentir bien plus largement.

Deuxièmement, il faut rappeler que la crise qui a débuté le 5 juin 2017 constitue un formidable cas d'étude. Car s'y déploie, sans filtre, toute la panoplie des instruments de la belligérance postmoderne : guerre économique, sanctions, guerre de l'information (propagande), cyberattaques et bataille d'influence. Des leviers actionnés systématiquement avant toute action militaire, et pour faire l'économie d'une action militaire. Il s'agit donc ici, à travers l'analyse des moyens employés, de comprendre les formes que peuvent prendre les futures opérations militaires, d'en analyser les impacts potentiels et leurs usages possibles.